

REVUE HISTORIQUE
DE
DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER

ÉTUDE SUR LE NOTARIAT

DANS LE

Bas-Quercy et le Bas-Rouergue.

L'institution du notariat, c'est-à-dire « d'un corps de fonctionnaires publics établis pour recevoir les actes auxquels les parties veulent donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique » (1) est fort ancienne dans le midi de la France. Cette antiquité s'explique par l'influence italienne (2). Pour ne parler que du Quercy, il y avait à Moissac en 1175 un *notarius communis* (3). Au XIII^e siècle l'institution est généralisée

(1) Nous reproduisons le début de la définition donnée par la loi du 25 ventôse an XI. Pour les origines du notariat en France, voir l'excellent ouvrage de M. A. de Boüard, *Études de diplomatique sur les actes des notaires du Châtelet de Paris*, Paris, 1910 (*Bibliothèque de l'École pratique des Hautes Études, Sciences philologiques et historiques*), p. 1-11. L'histoire du notariat dans le midi de la France et principalement du XII^e au XIV^e siècle reste à faire.

(2) *Op. cit.*, p. 9.

(3) Archives de Tarn-et-Garonne, G. 639. On trouve aussi un *notarius communis* à Castelsarrasin avant 1198 (Arch. de Tarn-et-Garonne, G. 692). D'après Robert Michel, il serait question de notaires publics dans la coutume de Saint-Antonin de 1144 (*L'administration royale dans la sénéschaussée de Beaucaire au temps de Saint-Louis*, Paris, Picard, 1910, dans les *Mémoires et documents publiés par la Société de l'École des Chartes*, p. 96, n^o 3); en réalité l'article de ces coutumes relatif aux tabelions publics ne figure pas dans le texte rédigé vers 1140, dont l'original est conservé aux Archives de Tarn-et-Garonne (E. 47), mais dans un remanie-

dans toute la région (1). Les coutumes y font allusion pour déterminer la valeur juridique des actes passés par les notaires (2). Ce sont alors les sénéchaux qui, dans le domaine royal (3) et dans les possessions d'Alphonse de Poitiers (4), instituèrent les notaires. Le nombre des notaires était considérable à la fin du XIII^e siècle, et des enquêteurs royaux signalent en 1296 dans le Rouergue leur ignorance et dénoncent leurs pratiques abusives (5).

L'habitude de tenir registre des actes date au moins du XIII^e siècle dans le midi de la France (6). Elle était certai-

ment du début du XIII^e siècle inspiré par la coutume de Montpellier de 1204 (Voir Cabié, *Dates et origines des coutumes de Saint-Antonin*, dans la *Revue historique du Tarn*, t. II, 1878-1879, p. 217-222 et 234-238).

(1) On remarque en parcourant le fonds de la collégiale de Saint-Antonin qu'en 1235, même en 1246, les actes ne sont pas rédigés par des notaires (Voir notamment Arch. de Tarn-et-Garonne, G.981). — En 1261 on voit un notaire public de Saint-Antonin, *Guillaume de Burdegali*, dresser un acte pour la collégiale et le signer de son seing manuel (*ibid.*).

(2) Voir, par exemple l'article 40 de la coutume de Castelsagrat (Tarn-et-Garonne), délivrée en mai 1270 par Alphonse de Poitiers : « Item instrumenta facta per notarios dicte ville legitimam auctoritatem habentes per nos vel senescallum nostrum positos vel etiam ponendos illam vim obtineant quam publica obtinent instrumenta. » (H.-E. Rebonis, *Coutumes de Castelsagrat en Quercy*, Paris, L. Larose et Forcel, 1887, p. 37). Cf. l'article 50 de la charte de coutumes de Caylus, de juin 1262 (Laval, *Les chartes de coutumes du Bas Quercy octroyées par Alphonse de Poitiers*, Paris, impr. nat., 1915, p. 21).

(3) Voir, par exemple, pour Saint-Antonin, ville du domaine royal, et le Rouergue en général, un article d'une enquête faite en 1296 par les enquêteurs royaux, P. de Moissac « clergue de nostre senhor lo Rei », et « Guilhem Ayceli, cavalier del dig mosenher lo Rei. » (Archives communales de Saint-Antonin, AA 3).

(4) Cf. l'article précité de la coutume de Castelsagrat.

(5) Voir *suprà*, note 3.

(6) Les Archives des Pyrénées-Orientales possèdent une belle série de registres notariaux du XIII^e siècle (Brutails, *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon*, p. XI, note 3). A Mende, on conserve quelques registres antérieurs à l'an 1300 (Brunel, *Couverture du Répertoire numérique des Séries O et P des Archives de la Lozère*). Le fonds d'Armagnac, qui est aux Archives de Tarn-et-Garonne, contient un registre d'un notaire de Rodez du XIII^e siècle (A 222). En Italie, on trouve des minutes de notaires depuis le milieu du XIII^e siècle : « Die ältesten erhaltenen Imbreviaturen rühren vom genueser Notar Johannes Scriba her und begin-

nement générale au xiv^e siècle dans notre région (1). De nombreux registres de notaires de Puylaroque (2), de Caylus (3) et de Saint-Antonin (4) du xiv^e siècle sont conservés aux archives de Tarn-et-Garonne (5).

Les registres des notaires sont de deux sortes, les uns sont appelés « protocoles » ; aux autres est donné le titre de *liber instrumentorum ordinatorum* (6). Chaque acte doit figurer en principe dans l'un et l'autre registre ; mais chacun de ces registres correspond à un état différent de la rédaction. Lorsque les parties se présentent devant le notaire avec ou sans brouillon (7) du contrat qu'elles désirent passer, ce contrat est tout d'abord rédigé

nen mit dem Jahre 1155 » (Hans von Voltolini, *Die Südtiroler Notariats — Imbreviaturen des dreizehnten Jahrhunderts*, Innsbruck, 1 (1899), p. XXVII). Les statuts de Pierre de Savoie, de 1265, prescrivent aux notaires de tenir des minutiers (Eduardo Durando, *Il tabellionato o notariato nelle leggi romane, nelle leggi medioevali, italiane e nelle posteriori specialmente piemontesi*, Turin, 1897, p. 152).

(1) La série E des Archives de Tarn-et-Garonne possède un nombre important de minutiers du xiv^e siècle. Le plus ancien est un minutier de P. Alègre, notaire de Castelsarrasin et de Montech, dont nous avons publié quelques extraits (*Un registre de P. Alègre, notaire à Castelsarrasin* dans les *Annales du Midi*, t. 26 (1914), p. 76-94).

(2) Cant. de Montpezat (Tarn-et-Garonne).

(3) Chef-lieu de cant., arrond. Montauban.

(4) Chef-lieu de cant., arrond. Montauban.

(5) Voir les répertoires manuscrits qui en ont été dressés aux Archives de Tarn-et-Garonne.

(6) En Roussillon, le registre qui correspond à notre « protocole » est appelé le *manuel* : celui qui correspond au *liber instrumentorum ordinatorum*, la *notule* (Brutails, *op. cit.*, p. XI, note 3). On se sert en Italie des mots *notularium*, *imbreviatura*, *cartularium* (Redlich), *Die Privat-urkunden des Mittelalters*, dans *Urkundenlehre*, von Erben, Schmitz-Kallenberg und Redlich, III Theil, München u. Berlin, 1911, p. 212).

(7) On trouve souvent dans les protocoles des brouillons de pactes de mariages rédigés sur des feuilles volantes et signés par les parties. Ces pactes sont joints à la note. Voir par exemple le registre de Michel Soldaderi, notaire de Puylaroque, pour les années 1538-1539 (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, Not. de Puylaroque, 21). — A l'intérieur d'un contrat de mariage contenu dans un registre d'un autre notaire contemporain de Puylaroque, Pierre Clerici (E, Not. de Puylaroque, 9) on trouve les mots : « Inserantur dicta pacta sic alligata ». L'ordre se réfère à une feuille de papier volante attachée au registre, qui contient les pactes annoncés.

et inséré par le notaire dans un registre, qui est intitulé protocole (1) ou « libre premier de notes (2). » Ce premier état de l'acte est essentiel; c'est la note (*nota*), c'est-à-dire le document original (3). Elle est écrite ou tout au moins revue et corrigée par le notaire lui-même (4). Les actes sont insérés chronologiquement dans le protocole, et c'est la date de la rédaction de la note au protocole qui sera la date du contrat; s'il en est ainsi, c'est en raison de la valeur non seulement symbolique, mais efficace de la note. C'est la note qui réalise l'acte juridique. Pour prendre un exemple concret, c'est par sa remise des mains du vendeur dans celles de l'acheteur que le transfert de la propriété s'opère dans une vente (5).

(1) Les statuts des villes italiennes du xii^e siècle font de la rédaction des protocoles une obligation pour les notaires (Redlich, *op. cit.*, p. 218).

(2) Voir par exemple aux Archives de Tarn-et-Garonne le « libre premier de notes » d'Arnould Philippi, notaire royal de Saint-Antonin, de 1575 à 1577 (E, Not. Saint-Antonin, 11). On se sert aussi de l'expression *Liber notarum* (E, Not. Saint-Antonin, 6 et 29).

(3) Un notaire qui collationne sa grosse avec la minute déclare qu'il la collationne avec l'original : « Cum originali ».

(4) On peut s'en rendre compte par l'un des protocoles de *de Boria*, notaire à Caylus au xv^e siècle (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 3827). Beaucoup de minutes de ce registre sont suivies d'une mention, qui est toujours rédigée d'une écriture autre que celle de la note, par exemple : « Dicta nota fuit recepta et correctata per me. De Boria, notarius » ou « Dicta nota testamenti, aliena manu descripta, fuit recepta et correctata per me. De Boria, notarius. » Les minutes ont été écrites par un clerc et ensuite corrigées par le notaire. D'autres, au contraire, ne sont pas suivies de cette mention; mais il est facile d'y reconnaître l'écriture du notaire.

(5) Un vendeur cède tous ses droits à un acheteur « per tradicionem quam fecit de nota seu prothocollo, in qua presens publicum instrumentum erat scriptum de manibus dicti venditoris in manibus dicti emptoris » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 5481, f^o 95 v^o). De nombreux exemples pourraient en être donnés. Ce n'est qu'exceptionnellement que le transfert de la propriété est opéré autrement dans notre région, par exemple, par la remise d'un bâton « per tradicionem ejusdam baculi » (1521, G, 1196, f^o 208). — M. Redlich estime que c'est surtout dans le contrat de vente que l'instrument a eu au moyen âge une valeur dispositive. « Allerdings hat doch auch die neue Doktrin die Geschäftsurkunde nicht ganz beseitigt. Denn auch nach ihr kann Kauf oder ein anderer Vertrag durch Konsens und Urkunde vollzogen werden, wenn es die Parteien so vereinbaren. *Rolandinus dei Passagieri*,

L'importance de la note est si considérable qu'elle doit être en principe signée par le notaire de son seing manuel, de ce seing manuel qui était déposé par le notaire au chef-lieu de la sénéchaussée lors de sa nomination (1), et qui figure également sur la couverture et le titre du registre (2). En fait on remarque un certain flottement dans la pratique. Une autre conséquence de l'importance juridique qui est attachée à la note, c'est que souvent les parties se contentent de la faire dresser (3). Nous le savons par des mentions marginales

der Bolognesa Notar und Klassiker der *Arts Notaria*, schildert um 1250 den Vorgang in solchem Falle folgendermassen : Die Parteien geben ihre Erklärungen vor Zeugen ab und fordern den Notar auf darüber ein Instrument zu fertigen. Und erst wenn das Instrument geschrieben und vom Notar unterschrieben und damit vollzogen ist, hat auch der Vertrag Gültigkeit. Das Instrument ist also in diesem besonderen perfizierend und natürlich zugleich auch beweisend; es ist seinem Wesen nach eine *Carta* » (O. Redlich, *Die Privaturkunden des Mittelalters*, p. 212).

(1) Ordonnance de 1304. Cf. Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 828, note 1. — Le seing manuel remonte au moins au xiii^e siècle. On en trouve un exemple à Moissac en 1260 (Arch. de Tarn-et-Garonne, G, 596).

(2) Voir par exemple le registre de Michel Soldaderi, notaire à Puylaroque, de 1538-1539. (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, Not. Puylaroque, 21). — Cf. A. de Bouard, *op. cit.*, p. 121-123. A Toulouse les notaires créés par les capitouls inscrivaient dans le livre matricule leur nom, la mention de leur serment et un dessin de leur seing manuel (Galabert, *Le style du 1^{er} avril à Toulouse*, dans les *Annales du Midi*, t. 23, 1911, p. 46). Diverses études ont été faites sur les seings manuels des notaires. L'une des plus approfondies est celle de Friedrich Leist : *Die Notariatssignete; ein Beitrag zur Geschichte des Notariates sowie zur Lehre von den Privat-Urkunden*, Leipzig u. Berlin, s. d. Cet érudit montre qu'en Allemagne les seings manuels sont toujours autographes jusqu'à la fin du xvi^e siècle. De même dans notre région les seings manuels, qui sont toujours autographes, disparaissent au xv^e siècle. — Un grand nombre de seings manuels de notaires ayant exercé du xiii^e au xv^e siècle dans les limites du Tarn-et-Garonne ont été reproduits par les soins de M. le capitaine Poussy en un article intitulé *Fac-simile du signet authentique des anciens notaires du département de Tarn-et-Garonne* et publiés dans le *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, t. XVIII (1890), p. 177-188.

(3) La minute devait être lue aux parties. En marge d'une minute « cancellée » du notaire de Boria, du 27 mars 1482, on lit l'observation qui suit : « Vacat dicta nota eo quia non fuit recitata nec passata inter partes, et ob hoc cancellata ». (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 3827, f^o 80). Le no-

des notaires qui indiquent que, les parties ayant payé seulement les frais de la minute ou note, il n'y aura lieu de faire une grosse que sur leur requête expresse (1).

La note rédigée, le contrat est parfait, et il acquiert date certaine; mais il n'a pas force exécutoire. Les notaires distinguent l'instrument public de la note (2). La grosse est rédigée sur parchemin; mais, en général, elle n'est pas tirée directement du protocole; l'acte, avant d'être grossoyé, passe par un état intermédiaire. Cet état, c'est l'instrument ordonné (3). La note, malgré le rôle définitif qu'elle joue dans l'accomplissement de l'acte juridique, justifie son nom par la manière abrégée dont elle est rédigée; les formules en sont éliminées et remplacées par des etc.; les abréviations y sont nombreuses. Aussi pour faciliter la rédaction correcte des grosses, les notaires ont pris l'habitude, dès une époque assez ancienne (4), de mettre au net les

taire n'apposait, du reste, son seing manuel sur la minute qu'après l'accomplissement de cette formalité. On remarque, par exemple, que, dans le minutier de Gaillard de Pris des années 1539 et 1540, presque tous les actes sont signés; ceux qui ne le sont pas sont accompagnés de notes marginales telles que les suivantes: « Nes pout estat recitat » (E, 4187, f° 143); « Nes poynt estat recitat et ung autre ne ay fayt lan V^e XL et lo devan darrie jour del mes de octobre » (*ib.*, f° 202).

(1) « Soluta fuit michi Petro Clerici, notario, de labore presentis note pro parte dominorum censulum; ideo non grossetur sine requesta » (Registre de Pierre Clerici, notaire à Puylaroque, pour les années 1451-1452, E, Not. Puylaroque, 4, f° 12). — « Solutum fuit de labore presentis note; ideo non grossetur sine requesta. » (*Ibid.*, f° 45 v°). — « Non grossetur pro parte dictorum Noullatz, nisi requiratur, quia solverunt notam. » (Registre de Lafargue, notaire d'Auty, de 1538-1539, aux Arch. de Tarn-et-Garonne, E, not. Montpezat, 2, f° 9). — Voir Voltolini, *op. cit.*, p. xxix.

(2) « De ingrossando et in publicam formam redigendo presens publicum instrumentum a dicta nota extraxi et in publicam formam manu propria... ingrossavi » (E, not., Montpezat, 4, f° 60).

(3) Gaillard de Pris, notaire de Caylus, distingue ces deux opérations avec précision en marge d'un acte contenu dans un de ses minutiers: 1540. « Notat et ordenat es » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4187, f° 89). Cf. E, 4215.

(4) On lit les mentions suivantes dans un registre de Pierre de Lalo, notaire à Saint-Antonin, sous l'année 1318: « Transcripta est alibi causa

actes (1) à grossoyer dans un registre, qui est appelé généralement *Liber instrumentorum ordinatorum* (2). Ce registre présente des caractères particuliers qui proviennent de sa nature même : les actes n'y figurent pas tous, et ils n'y figurent pas dans l'ordre chronologique; car on n'ordonne que ceux qui sont destinés à être grossoyés, et on ne les ordonne qu'au moment où l'on veut les grossoyer (3). Parfois même, si les parties ne font grossoyer un acte que longtemps après qu'il a été passé (4), il peut arriver qu'il soit ordonné par

grossandi » (E, Not., Saint-Antoine 7, f° 62 v°). — « Transcripta est in magno libro albo causa grossandi hec nota » (*ibid.*, f° 66 v°). — Les registres d'ordonnés sont toujours d'un format plus grand que les protocoles.

(1) La note suivante, qui figure en marge du registre de G. Delhusnac, notaire à Caylus, montre le soin que les notaires exigeaient de leurs clercs, dans la rédaction de l'ordonné. 1346 : « Fiat cum narratione et inspiciatur bene nota presens antequam ordinetur. » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 382}, f° 122). — Quelquefois même, avant de rédiger la note dans le registre des ordonnés, le notaire met une première fois au net cette note dans le protocole. Il le fait lorsque la note lui paraît trop confuse pour être intelligible au clerc. Voici un exemple tiré du même registre, dont l'auteur était un notaire diligent. A la suite d'une note, on lit les mots : « In secunda pagina folii proxime sequentis predicta notula est perfectius ordinata » (*Ibid.*, f° 124 v°). — Le même acte figure plus correct et avec moins de ratures au verso du feuillet 125, et il est suivi de la mention : « Ordinatum est alibi ad plenum ».

(2) Cf. *Quaern des ordenants* (Registre de Soldaderi, notaire de Puylarouge, de 1570. E, not. Puylarouge, 36, f° 58).

(3) Cela est si vrai que c'est en marge de la note, et non pas de l'acte ordonné, que le notaire donne les indications relatives à l'expédition des grosses; par exemple : « Duplicetur laudimium expensis feud [atarii] » (Not. Puylarouge, 7, f° 83). — Le notaire a voulu dire qu'il fallait délivrer deux grosses de l'acte de lauzime et que ces deux grosses devaient être faites aux frais du feudataire acheteur des biens grevés de cens. Et ce qui le prouve c'est une seconde indication marginale inscrite après la confection des deux grosses et ainsi conçue : « Grossatum est bis ». — Ailleurs (f° 86), notre notaire Pierre Clerici met l'annotation suivante en marge d'un acte de partage fait entre Durand et Antoine Sol : « Duplicetur communibus expensis. » La traduction est aisée : Il sera fait deux grosses à frais communs. Elle est, du reste, justifiée par une autre annotation marginale ainsi conçue : « S[olvit] Durandus VI d[enarios]; S[olvit] Anthonius VII d[enarios]. Ordinatum est ».

(4) Il n'est pas rare de voir grossoyer un acte plus de dix ans après

un autre notaire que celui qui l'a reçu dans ses notes (1).

L'instrument ordonné est un acte déjà partiellement mis en forme, et, lorsqu'on possède deux états d'un même acte, il est facile de constater que le progrès est manifeste (2). Mais ce n'est pas un acte définitivement mis en forme; c'est une épreuve suffisamment claire et développée pour permettre à un clerc de rédiger la grosse; mais, pour s'éviter un travail superflu, le notaire ne s'interdisait pas parfois de renvoyer à des actes figurant dans les feuillets précédents du registre; il invitait alors son clerc à recopier certaines formules qu'il avait soin de déterminer avec précision (3).

qu'il a été passé. Dans un minutier d'Ysarn, notaire à Caylus, on lit en marge d'un acte du 27 février 1540 : « A este grossoie le present instrumen le xvij^e jour de mars mil cinq cens cinquante troys » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4266, f^o 15).

(1) 1532 « Ordinatum est per collationarium » (E, 4305, f^o 40 v^o) : « Lod. Serinhac... requirit a my notari public comma collocionari de mon payre mestre Bertran Lafarga, notaire deld. Auti, lo temps que el vivia, que ly volgues serqua et troba, ordena, grossa et bota en forme deguda et probata lod. instrumen deld. marialge (Registre de Lafargue, notaire à Auty, de 1536 à 1541, E, Not., Montpezat, 4, f^o 28 v^o). La rédaction indique très nettement le travail qui est imposé au notaire : il doit faire des recherches dans les protocoles de son père et, si ses recherches sont heureuses, ordonner l'acte, puis le grossoyer. — Un exemple de ce fait remontant au premier tiers du xiv^e siècle nous est fourni par un acte contenu dans un registre de Pierre de Lalo, notaire à Saint-Antoine, de septembre 1330 : « E l'otra carta rescuta per lo diht M^r Bernat Pelegot, notari delont en sas notas, tracha e grossada e senhada segon que aparcia per M^r P. Masip aprop la vida del diht notari delqua aya las notas » (E, Not., Saint-Antonin, 8, f^o 27 v^o). — Voir aussi un exemple intéressant, de 1491, dans Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4250, f^o 48.

(2) Voir par exemple *Album paléographique du midi de la France*, deuxième fascicule, xvi^e siècle, planche I.

(3) On lit par exemple au milieu d'un acte contenu dans un *Liber ordinatorum*, de Jean Clavel, notaire à Puy-laroque du xvi^e siècle (E, Not., Puy-laroque, 2, f^o 190 v^o) : « Pro quibus premissis suple residuum, prout in instrumento accordii Petri de Cormie in presenti libro ordinato, f^o cxxxix usque ad clausulam presentibus ». Cf. l'indication suivante qu'on trouve dans un *liber ordinatorum* de Pierre Clerici, de la première moitié du xvi^e siècle (E, Not., Puy-laroque, 10, non folioté) à l'intérieur d'un contrat : « Soyent inserées lesd. piesses et confrontées ainssi quest contenu en le

L'acte une fois ordonné, le notaire en faisait généralement mention en marge de la note par les mots : *Ordinatum est* (1). On peut observer en examinant l'encre et l'écriture que cette mention marginale est toujours rajoutée et, lorsqu'on peut confronter la note et l'instrument ordonné, il est visible que les mots *ord [inatum] e [st]* ont du être rajoutés sur la note par le scribe qui a écrit l'instrument ordonné. Parfois, pour des raisons d'économie, la grosse est tirée directement de la note ; et nous le savons aussi par une note marginale (2). Le travail était souvent simplifié grâce aux formulaires qui contenaient des modèles d'actes. Le fonds du notariat de Montricoux aux Archives de Tarn-et-Garonne en possède un qui est du xv^e siècle (3), et sur lequel nous

present instrument jusques à la clause sequente ». Le notaire a jugé superflu de reproduire des confrontations qui figuraient quelques pages plus haut dans son registre.

(1) Le registre d'ordonnés de Pierre *Clerici*, qui vient d'être cité, renferme un contrat de vente intitulé « Compre de Bertrand Tissac ». Ce contrat figure à l'état de note dans le protocole coté E, Puylaroque, 11, au f^o 61, avec la mention marginale : *ordinat. est*, ajoutée de la main qui a écrit l'acte ordonné.

(2) « *Grossatum est a nota* » (E, Not. Montpezat, 2, f^o 8). « *Grossatum est hinc inde* » (*ib.*, f^o 49). « *Grossatum est à nota presentis instrumenti pro parte Lafarga* » (E, Not. Montpezat, 3, f^o 4). « *Grossatum est a nota ad instar instrumenti domini Johannis Verinas* » (E, Not. Puylaroque, 18, f^o 135 v^o). « *Grossatum] est supra notam* » (E, Not. Saint-Antonin, 6, f^o 4 v^o). On en trouve de nombreux exemples dans un minutier de Galhard de Pris, notaire à Caylus (1526-1529), aux Arch. de Tarn-et-Garonne (E, 4176). — Pour grossoyer directement un acte sur la minute, les notaires se servaient parfois, comme d'un modèle, d'un contrat du même type figurant dans un de leurs livres d'ordonnés ; ils en copiaient les formules et changeaient les détails particuliers : 1539 « *Grossatum est supra nota ad instar laudimi Jacobi Clergue in ultimo libro ordinatorum et tercio quaterno ordinati.* » Cette mention figure en marge d'un contrat de lauzime passé par Galhard de Pris (E, 4242¹¹ f^o 58). — Voir aussi p. 12, note 1.

(3) Ce formulaire est du milieu du xv^e siècle (E, not. Montricoux, 1). Une mention contenue au feuillet 74 nous fait connaître le nom du notaire auquel il appartenait : Richard Valriac, habitant de Montricoux. D'après une note qui se trouve sur la couverture, la rédaction paraît être de peu postérieure à 1456. D'autre part, un des actes utilisés comme modèles est daté

reviendrons. L'auteur de ce formulaire s'est borné en général à reproduire des actes qui avaient été réellement passés en supprimant les noms propres.

Prenons le cas normal : la note est ordonnée. Il ne reste plus qu'à grossoyer l'acte. La grosse est toujours rédigée sur parchemin. Pour cette tâche un clerc suffit, et le notaire n'a que le soin de collationner l'acte (1), puis d'attester que la collation a été faite et enfin de signer la grosse de son seing manuel (2). C'est la raison pour laquelle l'eschatocole des actes notariés est souvent d'une autre encre et d'une autre écriture que le corps de l'acte. Deux personnes y ont collaboré, le clerc (*coadjutor*) (3) et le notaire lui-même. Une mention mise en marge de l'acte ordonné indique que la grosse a été expédiée; cette mention consiste dans les mots *grossatum est*, qui sont souvent abrégés.

Il ne faut pas confondre la grosse, acte doué de force exécutoire, avec le *patent*, simple expédition sur papier, mais munie d'un caractère d'authenticité qu'elle doit au seing manuel du notaire dont elle est revêtue; c'est une sorte de copie ou d'extrait certifié délivré par le notaire qui a mis l'acte en note (4). L'origine de ce terme est

de 1457 (Pièce justif., n° LIV). Montricoux est une commune du canton de Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne).

(1) La collation est faite sur la note : 1492 « Facta prius diligenti collatione cum originali nota ». (E, 4250, fo 39).

(2) « Hoc presens instrumentum a predicta nota extrahi et grossari feci per coadjutorem idoneum in hac parte michi fidelem et juratum, et, facta prius diligenti collatione cum originali, hic me subscripsi signoque meo publico et autentico, quo in meis publicis receptis instrumentis utor solito sequenti signavi in fidem premissorum » (Acte du 9 janvier 1503, E, Not. Puy-laroque, 6).

(3) « Coadjutor dicti notarii ». (1329, G, 966). Ce terme de *coadjutor* se trouve aussi en Piémont (Durando, *op. cit.*, p. 173).

(4) L'exactitude de notre définition résulte de la lettre suivante qu'on a trouvée dans un registre de Lafargue, notaire à Auty, du xvi^e siècle. « M. Lafargue, je vous prie incontinent, veue la presente, me expedier ung *patheat* sur la notte originelle, que aves de l'oblige de M^e de Calvinhac... car le me fault envoyer a Cahours. Cantemerle. » (E, Not. Montpezat, 4).

identique à celle du *vidimus* : le *pateat* (1) est ainsi désigné parce qu'il débute par les mots : *Cunctis pateat* (2). On l'appelle quelquefois aussi le double (3). Sa fonction est analogue à celle du *vidimus*. Supposons, par exemple, que des parties se rendent chez un notaire pour conclure un acte de vente et qu'il leur soit nécessaire d'insérer dans cet acte de vente, un acte de ratification conclu chez un autre notaire ; l'insertion ne sera possible que si elles présentent un *pateat* de la ratification, c'est-à-dire un extrait authentifié par le seing manuel du notaire qui l'a reçue dans son protocole (4). La délivrance du *pateat* est rappelée par une note mise dans le minutier en marge du contrat qui a fait l'objet du *pateat* (5).

(1) Le *pateat* est aussi désigné par le mot *cartellum* : « Per quoddam cartellum sive *patheat* scriptum et signatum manu et signo dicti notarii. » (1449, Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 5490, f° 26).

(2) Voici une formule de *pateat* : « Cunctis pateat tam presentibus quam futuris me notarium infrascriptum sumpsisse quoddam ratificationis instrumentum inter ceterum continens quod anno... Et hoc presens *pateat* a sua propria nota extraxi et manu mea propria signavi in quorum fidem et testimonium... » (Feuille volante attachée à un registre de Pierre Clerici, au feuillet 15 v°. E, Not. Puyaroque, 8).

(3) « A agut lo pateat sive lo doble Thornamira » (Note en marge d'une obligation passée par Pierre Gacha et sa femme, de Caylus, en faveur de Ramond Thornamira, le 26 octobre 1558, dans E, 4220) « A agut lo doble Sicart... » — Même registre. « An agut los doubles ung chacung, plus lod. Lamarqua a agut outra veguada lo doble. » (*Ibid*).

(4) L'exemple nous est fourni par le *pateat* dont nous avons reproduit le protocole à la note 2 ; on lit, en effet, dans le registre au feuillet cité, en marge du contrat de vente dans lequel le texte du *pateat* est inséré : « Postmodum vero, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo novo et die vicesima prima mensis maii, loco et regnante predictis, in mei presentia constitutus Anthouius del Cas, qui exhibuit et presentavit... instrumentum rathifficationis... de venditione, cujus tenor talis est : Cunctis pateat tam presentibus quam futuris... quod quidem instrumentum rathifficationis dictus Bigoza recepit et michi notario tradidit et illud inseri peciit in dicto instrumento venditionis... »

(5) « Habet *potent* Ausset signo autentico... » (E, Not. Puyaroque, 9, non folioté). — « Le *pateat* a esté expédié. » (E, Not. Puyaroque, 13, f° 123). — « Emptor abuit *pateat* prout ibidem signo autentico... » (E, Not. Puyaroque,

Telle est la forme diplomatique des actes passés par les notaires de notre région. En résumé, le même contrat peut se présenter sous quatre aspects différents. Il est d'abord inséré par le notaire dans le registre de protocoles; c'est la note. On ne saurait exagérer l'importance juridique qui s'attache à la minute (*nota*). L'insertion du contrat dans le livre des notes l'authentifie, il lui donne date certaine et, qui plus est, c'est la tradition de la note qui réalise le transfert du droit.

La note n'est pas une ébauche; elle se suffit à elle-même, et elle peut suffire aux parties. Grâce à elle, le contrat existe, et il est parfait. Il n'est besoin que de l'exhiber pour prouver la réalité du contrat (1). A tout moment on peut l'utiliser et la faire grossoyer.

Au contraire, l'acte ordonné n'a pas de valeur juridique et n'est qu'un brouillon de la grosse; c'est même une étape qu'il est permis de supprimer, et le notaire peut rédiger directement la grosse sur la note sans passer par l'intermédiaire de l'acte ordonné. Par contre, et cette remarque ne fait que confirmer ce qui a été dit de l'importance juridique de la note, le notaire doit collationner la grosse sur la note et non sur l'acte ordonné (2).

18, f° 43 v°). — Remarquons en passant la mention du « signum authenticum »; c'est lui qui confère à l'extrait son caractère authentique.

(1) La preuve est que lorsqu'on requiert d'un notaire l'exhibition d'un acte déjà ancien, c'est dans les minutiers et non dans les registres d'ordonnés que la recherche est faite (Voir *infra*).

(2) La distinction a été bien observée par M. A. de Bouard, dans un article sur *Le fonds des notaires d'Orange à la Bibliothèque du Vatican*, paru dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École française de Rome*, t. XXX, 1910, p. 209-256. — « Dans les registres de notes brèves, les contrats s'inséraient à mesure qu'ils étaient reçus, soit dans un ordre rigoureusement chronologique... Aux registres d'*extensae*, au contraire, les actes n'étaient transcrits qu'au moment de la délivrance de l'*instrumentum*. » — Le terme *extensa* n'a pas fait fortune dans le vocabulaire technique des notaires quercinois; on lit cependant, en marge d'un acte de Gallard de Près, de 1534: « Grossatum est supra nota ad instar sibi similem extensum. » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4182, f° 408 v°).

De cette comparaison il est facile de conclure que les protocoles présentent et qu'ils ont toujours présenté un intérêt beaucoup plus considérable que les livres d'instruments ordonnés. Intérêt pratique d'abord, puisque c'est la note qui fait foi et que c'est à elle qu'est attaché le caractère d'authenticité. Les notaires le savent bien, car, lorsque l'un d'eux recueille une étude, il a soin de dire qu'il est « collacionere de tous et chacun, instruments, papiers et *protocolles* » (1) de son prédécesseur. Le mot protocole ne fait jamais défaut. Intérêt historique ensuite, car la collection complète des protocoles d'un notaire, c'est en réalité la collection de tous les actes passés par ce notaire et classés dans un ordre strictement chronologique.

La réunion des *libri ordinatorum* d'un même notaire n'offre au contraire qu'un recueil incomplet de ces actes, et le classement des actes dans ces registres n'est jamais chronologique puisqu'on ne les y insère que lorsqu'il plaît aux parties de les faire grossoyer (2).

Il est inutile de revenir sur les caractères distinctifs de la grosse et du *pateat*. Rappelons seulement que, si la note est un acte authentique qui emporte hypothèque (3), la grosse seule, qui est écrite sur un parchemin, a force exécutoire (4). Le *pateat* écrit sur papier est une expédition authentique, mais non exécutoire.

(1) Acte du 21 janvier 1640 (E, Not. Montpezat, 4, f° 80 v°). — Voyez ce que dit Pierre Clerici, notaire de Puylaroque, dans un acte du 9 janvier 1503, en parlant de la succession de son père et prédécesseur Jacques Clerici, notaire: « Ego Petrus Clerici notarius, cui libri et *protocolla* ejusdem.. comissi fuerunt. » (E, Not. Puylaroque, 6).

(2) On doit tenir compte de cette distinction dans le classement des fonds de notaires. Il est facile de répertorier des protocoles où les actes se suivent chronologiquement. Au contraire, les *libri ordinatorum* ménagent souvent des mécomptes, surtout si on n'a pas le soin de rechercher la date de tous les actes.

(3) A. de Bouard, *Etudes de diplomatique sur les actes des notaires du Châtelet de Paris*, p. 100.

(4) Un acte ne pouvait en principe être grossoyé qu'une fois, car, comme

Les notaires n'avaient pas le droit de se soustraire à l'obligation de grossoyer les actes qu'ils avaient reçus en note (1), ainsi que les minutes dont ils étaient collationnaires (2), et ils pouvaient y être contraints par l'autorité du bayle du lieu.

Une étude de diplomatique sur la forme des actes notariés permet de les réduire à quelques types déterminés et fixes. Le contenu de ces actes, au contraire, et surtout au moyen âge, est d'une variété déconcertante. Le fait s'explique par le rôle qu'a joué la preuve écrite dans les pays de droit écrit. D'innombrables contrats de vente de pièces de drap figurent dans les registres de notaires de

ou l'a montré justement (A. de Bouard, *op. cit.*, p. 127-128), un créancier muni de deux grosses eût pu contraindre deux fois son débiteur à lui payer une dette. Néanmoins dans certains cas, et sous certaines garanties, les notaires ont été autorisés à délivrer une deuxième grosse. Une note marginale figurant dans un *liber ordinatorum* de Michel Soldaderi, notaire de Puylaroque, du xvi^e siècle, nous en fournit un exemple : au-dessous de la mention « Grossatum est », on lit l'annotation suivante « Regrossé est en vertu des comendemens ici interinhes ». Une formule de commandement adressé à un notaire en vue de la délivrance d'une seconde grosse d'un acte est publiée en appendice (pièce justif., n^o 12). Le commandement est donné au successeur du notaire qui a délivré la première grosse.

(1) « Lan mil cinq cens soixante ung et le vingt deuxiesme jour du moys doctobre, au Puylaroque, Pierre Lestrade, baille du Soulié, ledit jour par autorité de la court dudict lieu et a la requeste de M. Guillaume Bose, prebtre, Jehan Baldigue, Jehan Lacalm et Jehan Poget impetrandz avoir faict commandement a M^r Michel Soldadery, notere dudict Puylaroque, treuvé en personne que, dedans troys jours après led. commandement faict, eust a expedier et bailler ausd. requestans le testement de feu Jehan Amelric vieulx, au temps qu'il vivoit de la jurisdiction dud. Soulié, en forme deue a la pene de dix livres, satisfait de scelayre modéré, lequel Soldadery a respondeu que offroict icelle bailler et expedier. » (Feuille volante attachée au testament de Jehan Amalric, du juillet 1538, dans un registre de Michel Soldaderi, notaire de Puylaroque. E. Not. Puylaroque 19).

(2) En 1520, le syndic de la collégiale de Montpezat adresse au bayle une plainte contre le notaire Etienne Vérines, qui a refusé de grossoyer un acte reçu par un de ses prédécesseurs, Jean Talhade, le 10 juin 1468. Vérines n'avait pas succédé directement à Jean Talhade ; deux notaires s'étaient intercalés entre eux : Bertrand Talhade, fils de Jean, et Jean Beloy (Arch. de Tarn-et-Garonne, G, 799). — Voyez pièce justif., n^o 1 : « Forma grossandi instrumenta collata ».

Saint-Antonin. Il nous paraît surprenant de voir un père qui met sa fille en nourrice passer un contrat à cet effet devant un notaire (1). Le formulaire de Montricoux nous offre des échantillons variés des types d'actes qui étaient passés chez un notaire au xv^e siècle : nominations de consuls, de sergent, de notaire, licence d'enseigner, injonction d'entretenir les chemins publics, enquête sur une demande d'exonération de taille, interjection d'appel dans un procès de sorcellerie, demande de sauvegarde royale, supplique d'un débiteur en vue d'obtenir un délai, déclaration de commise, plainte contre un paysan qui a usurpé la qualité de noble, partage de cheptel, institution d'un chevalier par un roi des merciers, etc. (2). Ces formules dans leur diversité nous éclairent sur la vie sociale et économique de la région quercinoise vers 1450. Elles témoignent de l'activité des notaires et de la fréquence de leur intervention dans les transactions.

De là aussi leur grand nombre. Les notaires pullulaient dans le midi dès la fin du xiii^e siècle (3). Il est resté considérable pendant tout l'ancien régime. Nous savons qu'au xiv^e siècle il y avait au moins deux notaires à Puylaroque (4). Il y en a un aujourd'hui. Le cadastre de Montpezat (5), de 1565, nous fait connaître les noms de quatre notaires (6), et cette commune n'en possède qu'un actuellement, ainsi du reste que Saint-

(1) 15 sept. 1303, Castelsarrasin (*Annales du Midi*, t. 26, 1914, p. 81).

(2) Toutes ces formules sont publiées dans l'appendice.

(3) « Item, car per la indiscreta creatio dels notaris publicx e de la moueza de lor, escandol en la senescalquia de Roergue ajam trobat... » (Enquête précitée de 1296, aux archives de Saint-Antonin AA 3). — Les abus étaient les mêmes en Italie. Dans le Trentin, par exemple, on a pu compter plus de cent notaires jusqu'à l'an 1300 (Redlich, *op. cit.*, p. 222).

(4) Voir les registres de Guillaume de Manso et de Guillaume de Pluo (E, Not. Puylaroque, 14 et 16).

(5) Chef-lieu de cant., arrond. Montauban.

(6) E, Montpezat, 10. Le cadastre en indique même six, mais deux sont donnés comme morts.

Antonin ; or Saint-Antonin avait six notaires en 1582 (1). Combien de communes avaient autrefois leur notaire qui de nos jours n'en ont plus ! Il y avait des notaires à Auty (2), à Montalzat (3), à Belfort (4), à Cayriech (5).

Chaque étude actuelle est l'héritière de nombreuses études qui ont progressivement disparu (6). Il est du reste à remarquer que la tendance à réduire le nombre des études continue dans la région ; chaque décade est marquée dans le département de Tarn-et-Garonne par la suppression de plusieurs études (7), comme si la réaction contre les abus déjà signalés en 1296 était encore insuffisante. En réalité, on remarque, à partir du xv^e siècle une volonté continue de limiter l'aire de l'activité du notaire. Il est manifeste qu'au xvi^e siècle les ventes de meubles leur échappent et que la nature des contrats qu'ils reçoivent est peu variée.

Un des remèdes proposés dans l'enquête de 1296

(1) *Registre de délibérations de la communauté de Saint-Antonin* (Archives de Saint-Antonin, BB 2, f^o 367). — Cordes avait huit notaires en 1472 et 1606, et quatre en 1664 (Portal, *Histoire de Corde*, p. 413). — Dans d'autres localités, le nombre des notaires subit une réduction au début du xvii^e siècle. Pierre « l'osson » donne en 1616 à Pierre Nonorgus son état de notaire royal « estant du nombre des quatre réduictz de lad. ville et juridiction de Carlux ». (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4098, f^o 71).

(2) Cant. de Molières (Tarn-et-Garonne).

(3) Cant. de Montpezat (Tarn-et-Garonne).

(4) Voir le *Répertoire du Notariat de Montpezat*. — Belfort est une commune du canton de Lalbenque (Lot).

(5) Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4388-4391. — Cayriech est une commune du canton de Caussade (Tarn-et-Garonne).

(6) L'étude de Montech (chef-lieu de cant., arrond. Castelsarrasin), dont 638 registres ont été versés en 1913 aux Archives de Tarn-et-Garonne, est caractéristique à cet égard. Nous avons constaté que ce riche fonds a été formé de l'apport des quatre études de notaires qui existaient à Montech au xvi^e siècle, et de celles de Bressols, Campsas, Cordes-Tolosanes, Finhan, Grisolles, Monbéqui et Montbartier. De nos jours cette région n'a plus que deux études ; l'une est à Montech et l'autre à Grisolles.

(7) En 1920 les Archives de Tarn-et-Garonne se sont enrichies des anciens minutiers de l'étude de Dunes (cant. d'Auvillar, Tarn-et-Garonne), et de celle de Montricoux ; la première de ces études a été réunie à celle d'Auvillar, la seconde à celle de Négrepelisse par décision du Garde des Sceaux.

contre les abus consistait dans l'obligation d'un examen pour les candidats au notariat; les enquêteurs réclament un certificat de bonne vie et mœurs et des épreuves de rédaction et d'orthographe latines. Il faut, en outre, que le postulant soit de bonne famille (1). Il ne semble pas qu'on ait suivi au moyen âge ni pendant l'époque moderne les suggestions des enquêteurs. La tendance à l'hérédité paraît avoir prévalu dans notre région d'une manière générale. On trouve des dynasties de notaires à Puylaroque, les *Clerici* et les *Soldaderi* (2), les Lafargue à Auty (3), les Miquel à Montpezat (4), les *Philippi* à Saint-Antonin (5).

C'est par le sénéchal que les notaires sont pourvus de leur office. On a vu qu'il en était déjà ainsi en 1296, quoique la régularité de la pratique fût alors discutée (6). Une formule de création de notaire par le sénéchal nous a été conservée dans le formulaire de Montri-

(1) « Es'se no es atrobatz comendables de vida e fundatz en gramaira en aissi que'ls contrailhs e'ls testamens o enpistolos e las cauzas que al offissi de notari s'aperteno ses en congrua oratio e locutio dictar sapia en lati e qu'escria comunialment senes falsa ortografia e que sia natz per bos paire, per notari en deguna manieira no sia reseubutz » (Arch. communales de Saint-Antonin, AA 3, f° 15 v°). — Un examen du même genre est prescrit par les statuts de Pierre II de Savoie : « Examinentur per judicem nostrum et inquiratur si intelligunt grammaticam et ea que pertinent ad officium notarie vel tabellionatus. » (Ed. Durando, *op. cit.*, p. 152). — Au xvii^e siècle, les futurs notaires faisaient un apprentissage dans une étude : Anne de Capin, veuve de Guillaume Demarc, notaire à Caylus, « baille » son fils Louis à Jean Vaïsse, notaire à Septfonds, pour lui enseigner « l'ard de praliqque et l'escripture de tout son povoir et science dans sa botique l'es-passe de deux ans » (Acte du 21 mars 1635, dans Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 3811, f° 28).

(2) Voir le *Répertoire manuscrit du Notariat de Puylaroque*, aux Archives de Tarn-et-Garonne.

(3) E, Not. Montpezat, 4, f° 28 v°.

(4) Voyez *Répertoire du Notariat de Montpezat*.

(5) *Répertoire manuscrit du Notariat de Saint-Antonin*.

(6) On lit dans le rapport des enquêteurs cité plus haut : « Ordenam que d'aissi habenant se notaris publicxs es creatz pel senescal, laqual cauza es contra la ordenatio del nostre senhor lo Rei... » (Arch. communales de Saint-Antonin, AA 3, f° 15 v°).

coux (1). En 1503, Pierre *Clerici*, ayant à grossoyer un acte reçu par son père Jean, se prévaut de lettres de collation en parchemin signée de la main du sénéchal (2). Jean Lafargue, fils de Bernard Lafargue, notaire d'Auly, ne s'exprime pas autrement en 1540 (3).

Mais si les notaires sont commis à un office déterminé par le sénéchal, ce n'est pas par ce dernier qu'ils sont créés notaires. L'habilitation leur vient d'ailleurs. A Puy-laroque, Michel Soldadery se qualifie en 1546 « notaire royal et juré de la cort de Mons^r le official de Cahors du lieu du Puy la Roqua. » (4), et sur d'autres il déclare qu'il est notaire public par l'autorité des capitouls de Toulouse (5), qui prétendaient instituer des notaires ayant droit d'instrumenter *ubique terrarum* (6). Bernard de Pris est notaire de Caylus par l'institution épiscopale (7). D'autres textes nous éclairent avec plus de

(1) Voir pièce justificative, n° 6.

(2) « Mediantibus quibusdam litteris a curia ejusdem domini senescalli hemanalis in pergamento scriptis manuque propria ipsius domini senescalli subsignatis. » (E. not. Puy-laroque 6).

(3) E. Not. Montpezat 4, f° 80 v°.

(4) E. Not. Puy-laroque 23.

(5) « Incipit secundus liber seu prothocollus mei magistri Michaelis Soldaderi notarii auctoritate dominorum de capitulo Tholoze publici curieque domini officialis Caturcensis jurati, loci de Podio Ruppis habitatoris. » (E. not. Puy-laroque 18). — Les notaires créés par les capitouls s'inscrivaient sur les livres matricules dont le plus grand nombre est conservé aux Archives municipales de Toulouse. Nos recherches dans ces registres, malheureusement superficielles, nous ont permis de retrouver quelques noms de notaires de la région : « Ramundus Boyssiera oriundus de Caylucio Bonete. » (11 mai 1515) — « Petrus Soldadery, oriundus ville Bellimontis... » (4 janv. 1515/1516). — L'inscription était accompagnée d'un modèle du seing manuel du notaire. Voir *suprà*, page 9, note 2).

(6) Girý, *Manuel de diplomatique*, p. 327, note 1. — D'après la doctrine, le droit de créer des notaires aurait été un privilège impérial, et non pas seulement un droit régalien. Les comtes de Savoie, par exemple, le possédaient en qualité de vicaires impériaux alors que beaucoup de souverains n'en jouissaient pas (Durando, *op. cit.*, p. 150, note 1).

(7) 1469. « Et mei Bernardi de Prisio, clerici auctoritate episcopali notarii publici, loci de Caylucio Bonete habitatoris. » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E. 4104, f° 137 v°).

précision sur le mécanisme de l'institution. Etienne Vérines, notaire de Montpezat, s'intitule en 1520 notaire public par l'autorité des capitouls de Toulouse, indiquant par là que, comme son confrère Michel Soldadery, il a été institué notaire par les capitouls; il exhibe ensuite des lettres de collation, du 12 septembre 1515, par lesquelles le lieutenant du sénéchal de Quercy le subroge à la place de feu Beloy comme notaire de Montpezat (1). Les lettres de collation confèrent au notaire le droit de grossoyer les notes reçues par son prédécesseur, et ceci explique le titre de « collationnaire » que certains notaires s'attribuent (2). Pour revenir à notre notaire Vérines, il est habilité notaire par les capitouls, et l'office de notaire de Montpezat rendu vacant par la mort de Jean Beloy lui est conféré par lettres du lieutenant du sénéchal.

On peut aussi être créé notaire par lettres apostoliques. Les notaires, qui devaient leur institution à des lettres apostoliques, avaient le droit d'instrumenter librement et valablement partout » (3). Il en existait dans la région (4).

La nomination par le sénéchal n'est pas inconciliable avec la vénalité des offices. Au XIII^e siècle il est probable que les sénéchaux faisaient le trafic des offices, car les enquêteurs de Rouergue leur recommandaient de ne prendre que vingt sous pour les frais d'acte et le droit de

(1) Même dépôt, G, 799, n° 3.

(2) Pièce justif., n° 1. — A la fin d'un minutier de Galhard de Pris, notaire à Caylus, on lit la note suivante : « Ce present libre appartient a moi Jehan Galhard de Pris comme collationere des livres de feu maître Galhard de Pris, notaire rouial en son vivant de Caillux. » (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4176). — Voir aussi les lettres du sénéchal de Quercy concédant à Gaillard de Pris la collation des notes de son père Fourton (27 juin 1514. E, 4173).

(3) Giry, *op. cit.*, p. 832.

(4) 1504, 26 août, Saint-Antonin : « Creatio in tabellionem domini G. de Prato » (Pièce justif., n° 21).

sceau lorsqu'ils créaient des notaires (1). De bonne heure les notaires ont dû prendre l'habitude de vendre leur charge; mais nous n'avons pas trouvé sur ce sujet de documents antérieurs à la déclaration de la Paulette, du 12 décembre 1604, qui a régularisé la vénalité des offices. En 1635, Jean Prévost vend à Pierre Linou l'office de notaire et tabellion royal de Montpezat, dont son père était pourvu, pour le prix de 475 livres (2). Cet office devait être important. En 1663, Jean Barhoc, notaire à Belfort, cède à Jean Carroul pour 180 livres seulement l'état et office de notaire et tabellion héréditaire de Mondoumerc (3). Par contre, l'office d'Antoine Robert, notaire à Ganic, atteint en 1632 le prix de 600 livres (4). Les « notes et instruments » sont en général vendus avec l'office, quelquefois séparément (5). Certains notaires diligents les classaient et les inventoriaient avant de s'en dessaisir (6).

(1) Que'l senescate no prenga per la creatio dels notaris mas xx. s. torn. Item lo senescate per la escriptura ni pe'l sagel de la creatio recipia tan solamen xx. sols de tornes » (Arch. communales de Saint-Antoine, AA 3, f° 16).

(2) E, not. Montpezat, 47, f° 697.

(3) E, not. Montpezat, 100, f° 133 v°.

(4) 1632, 6 mars. (E, not. Montpezat, 47, f° 287). — L'acte de vente indique toutes les pièces qui forment le dossier de la provision de l'office. — Ganic, h., cⁿ° de Castelnau-de-Montratier (Lot).

(5) C'est ainsi que, le 3 septembre 1641, Ramond Garrigues, notaire, vend à Etienne Barthe, notaire royal, pour 25 livres « touz et chacun les papiers et autres actes publics reçeus par feu M^e Gaillard Deruppe, notaire, et d'autres papiers d'autres notaires ». (E, not. Montpezat, 43, f° 77). — Des faits de ce genre montrent qu'il est difficile de reconstituer exactement les fonds d'archives notariales et d'établir la filiation des pratiques.

(6) Jehan de Broa, notaire à Villefranche-de-Rouergue, reconnaît par quittance du 14 octobre 1630 avoir reçu les papiers de feu Pierre Nonorgues, notaire à Caylus, « que sont quatre livres de cedés cottés A, B, C, D, ensemble les liasses cottées depuis la lettre E jusques la lettre S inclusive ». (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 3807, f° 145 v°). — Dès le xv^e siècle, peut-être même plus tôt, les notaires ont pris l'habitude de classer leurs papiers. Dans un acte de 1556, passé chez Galhard de Pris, notaire à Caylus, il est fait allusion à « deux livres couvertz de parchemin, l'un escript par M^e Ber-

Les offices de notaire peuvent aussi être affermés. L'arrentement d'une étude permet à la veuve d'un notaire dont les enfants sont mineurs de conserver l'office de son mari jusqu'à ce que ceux-ci soient en état de l'administrer. On peut obtenir le même résultat en passant une vente fictive de l'office et en l'annulant ensuite par une contre-lettre (1).

Il est difficile d'apprécier les bénéfices d'un notaire. En 1650, un office de notaire de Montpezat est affermé vingt livres par an (2), mais la recette annuelle devait être sensiblement plus élevée. Les notes marginales des minutiers offrent quelques renseignements sur les tarifs des notaires. Au xv^e siècle, Pierre *Clerici*, notaire à Puy-laroque, donne à un de ses clients quittance, d'une somme de quinze deniers pour la rédaction d'une

nard de Pris dans lequel est escripte la recognoissance faicte par Pierre Marty estant au follet soixante cotté led. libre sur la couverte par lettre L, l'autre escript par led. feu M^e Forton dans lequel y a ung instrument de recognoissance de Gerould Marty au follet cinquante ung cotté led. libre sur lad. couverte par lettre F ». L'exhibition de ces actes est demandée à Gailhard de Pris « comme collationnaire » des minutes de Bernard et l'ourton de Pris, son aïeul et son père (E, 4177, f^o 252). Les deux « livres » auquel il est renvoyé sont conservés aux Archives de Tarn-et-Garonne sous les cotes actuelles, E, 4115 et E, 4155. Les anciennes cotes se lisent sur les couvertures des registres; et grâce à elles, nous avons retrouvé les reconnaissances de Pierre et de Gerould Marty.

(1) 1664, 11 juin. Vente par Jeanne de Gary, veuve et héritière d'Etienne Barthe, notaire royal de Montpezat, à Jean Rolland, « advocat ez ordinaires dud. Montpezat dud. office de notaire et tabelhion hereditaire dud. feu Barthe que led. Rolland tenoit cy devant en afferme... sans aucuns papiers dud. office » pour 300 livres. A la suite et sous la même date on lit : « A esté en sa personne M^e Jean Rolland, lequel de son bon gré et volonté a dict que ores elle (Jeanne de Gary) luy aye passé contract de vente de l'office de notaire dud. Barthe... led. Rolland icy present dit et declare alad. de Gary qu'il n'entant point se servir dud. contract de vente et qu'il n'a esté fait que pour conserver led. office en favveur de lad. vefve et a cause que les enfants dud. feu Barthe se treuvent dans la minorité pour recepvoir de provisions dud. office. » (E, not. Montpezat, 46, n^o 142).

(2) C'est le prix auquel Jean Rolland avait affermé l'étude d'Etienne Barthe (Voir note précédente).

minute (1). Un descendant de ce notaire reçoit en note et grossoie en double exemplaire un acte de partage; les frais sont divisés entre les parties : l'une doit six deniers et l'autre sept (2). Par contre, le même notaire exige cinq sous d'un héritier universel pour la minute du testament (3). On peut se demander si la taxe n'était pas chez certains notaires proportionnelle à l'importance du contrat (4). Inversement quelques praticiens semblent taxer toutes leurs minutes d'une manière uniforme : tel Lafargue, tabellion à Auty, pendant la première moitié du XVI^e siècle (5). Quelquefois, les clients s'acquittent en grain (6).

Les clercs étaient payés par les notaires. Certains notaires donnaient à leurs clercs tant par acte. La rémunération variait selon la nature de l'acte et suivant qu'il s'agissait de la rédaction d'un ordonné ou d'une grosse (7).

(1) « Solvit xv d. Solutum fuit de labore presentis note; ideo non grossetur sine requesta ». (E, not. Puylaroque, 6, f^o 47 v^o). — Cf. la note marginale suivante, qui se trouve en un registre du même fonds : « Dictus W^s de F. solvit v. sol. tur.; non grossetur sine requesta ». (E, not. Puylaroque, 14, f^o 32). — A Montauban, vers 1420, une minute est payée 10 et 20 deniers. (Registre de Raimond de Porta, E, 2504, f^o 3, 6, 20 et 159).

(2) Voir *suprà*, page 11, note 3.

(3) « Solvit mibi notario infrascripto Petrus Amalric, heres universalis in presente testamento nominatus, pro labore presentis note v s. die xx octobris M^o V^o XVIIJ ». (E, not. Puylaroque, 7, f^o 106).

(4) Dans le comté de Savoie les tarifs étaient proportionnels, soit à l'importance du contrat, lorsqu'il s'agissait d'une vente, d'une donation, d'un prêt, soit à la longueur de l'acte lorsque c'était un testament. (Statut d'Amédée I^{er} de 1379, article 46, dans E. Durando, *op. cit.*, p. 154, note 1).

(5) « Non grossetur nisi requiratur quia solvit ij. s. vj. d. » (E, not. Montpezat 2, f^o 76 v^o). — « Non grossetur quia solvit notam precio ij. s. vj. d. » (*Ibid.*, f^o 80). — Cf. *ibid.*, f^o 200, et E, not. Montpezat, 3, f^o 140 v^o. — Solery, qui est notaire de Caylus à la même époque, fait aussi payer ses minutes 2 s. 6 d. (Arch. de Tarn-et-Garonne, E, 4305, f^o 249). — Les grosses sont payées à part.

(6) « Non grossetur, nisi requiratur, quia solvit mediam quartam favas pro ipso et pro testamento Anthonie de Faurie sa gendra » (E, not. Montpezat, 3, f^o 78).

(7) 1564, 10 octobre. « A vous arreste que pour chacun ordonné que je ordonneré tant de mariages, quictances, donations, affrairemens et aultres

Le notariat a joué en Quercy, comme dans tout le sud-ouest de la France, un rôle important dans la vie sociale depuis le XIII^e siècle. Ce rôle a décliné depuis le XV^e siècle. Nos ancêtres allaient chez le notaire plus souvent que nous n'y allons. Au XIV^e siècle l'intervention du notaire est journalière. Encore au XVII^e siècle on veut avoir un notaire près de soi comme nous voulons avoir un médecin; on le désire surtout parce qu'on ne veut pas mourir avant d'avoir fait son testament. C'est un sentiment qu'exprime clairement Jeanne del Cayrou, veuve d'Etienne Delaur, bourgeois : de passage à Montpezat dans la maison du chanoine Labreilhe, elle fait son testament, « sans estre nullement malade et estant aussy en fort bonne memoire, mais soy doubtant de venir malade mesmes au masage del Cayrou, parroice de Montelz, jurisdiction de Caussade, lieu de son habitation, où il n'y a point de notere (1) ».

Aussi, rares sont les communautés tant soit peu importantes où il n'y a point de notaire. Le développement excessif du tabellionage doit être relevé comme un des plus graves abus de l'ancien régime en notre région.

ROBERT LATOUCHE.

que me faudra ordonner de chacun ordonné, M^e Anthoine Gailhard, notere, me donne ung soul t. a mes despens et de la grossation desd. mariatges, quictances, donations, affairemens de chacun d'iceulz grossoyés me donne aussi ung soul t. et de chacun eschange me donne ung carolus et de chacun achept recognoisances et autres instrumens retenus de chacuns d'eulz me donne huict deniers t. et de chacune peau vingt deniers et de chacun moys de la despence donne aud. Galhard deux livres cinq soulz» (Registre de Galhard, notaire à Puygailhard-de-Quercy, aux Archives de Tarn-et-Garonne, E, 5381).

(1) E, not. Montpezat, 39, n^o 102.

APPENDICE

I

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Vers 1457. — « *Forma grossandi instrumenta collata* ».
(Arch. de Tarn-et-Garonne, E, Not. Montricoux, 1, f° 2) (1).

Et magistro T[ali] notario auctoritate regia publico vita functo qui de premissis ut supra requisitus notam sumpsit ac in suis inseruit prothocollis, post cujus obitum ego T[alis], notarius eadem auctoritate regia publicus cui libri, note, registra et prothocolla ipsius quondam magistri T[alis] pro grossando grossanda per curiam regiam domini judicis ordinarii etc. traditi sunt et collati legitima resignatione precedente hoc presens publicum instrumentum ab ipsa nota nondum grossata per alium clericum coadjutorem meum michi in hac parte juratum extrahi, scribi, et grossari feci hicque me subscripsi manu mea propria et facta diligenter collatione cum originali signo meo solito sequenti signavi in fidem, robur et testimonium omnium et singulorum premissorum virtute et auctoritate comissionis de qua superius facta extitit mentio, cujus tenor de verbo ad verbum sequitur in hunc modum : G^{mus} de Ta[li] clericus, notarius regius supra-dictus...

II

Vers 1457. — *Formule de supplique faite en vue d'obtenir un délai de cinq années pour le paiement de dettes.*
(E, Not. Montricoux, 1, f° 12).

Exponit lugubri facie et lacrimabili miserimus et pauperri-mus ac inops Johannes Talis loci de Podioruppis senescallie Caturcensis, quod cum ipse pluribus creditoribus suis tenea-

(1) Ce registre a reçu dans un nouveau classement la cote E, 7005.

tur et sit efficaciter obligatus quibusdam pecuniarum summis ac aliis rebus et bonis de et pro quibus de die in diem fatig[atur], molestatur, opponitur et vastatur in quam plurimis expensis, processibus, excommunicationum sententiis involvitur et deinceps timet et experat gravius et forcius citari, vexari, molestari, inquietari et excommunicari, habeatque alend[am] et nutriend[am] matrem suam senecem valde, uxoremque et quinque vel sex liberos suos, dictusque locus de Podioruppis cujus ipse est habitator fuerit per hostes anglicos, videlicet Lebari. (?) et Chart. capitaneos cum suis armatis exercitibus captus a septem annis citra vel circa et spacio unius diey detentus, demum depredatus totaliter in quo loco item exponens sua quecumque habeat bona que tunc amisit omnino satim(?) mobilia; ob quod oportuit dimittere suum jamdictum misterium sabbatterie excercere et exposit quasi mendicare et ulterius fuerit semel, his et ter per quosdam Anglicos captus et in suis carceribus detentus et male tractatus, a quibus evadere nequivit nisi excessiva financia precedente, et ex hiis et aliis facinorosis et quasi importabilibus honeribus tam causa gerrarum quam sterilitate fructuum terre iminenti occurentibus que ipsum deduxerunt ad tantam et talem inopiam quam vix se sustinere potest, ipse eisdem creditoribus suis satisfacere nequeat ad presens, quoniam ymo est in viam deserendi dictas ejus matrem, uxorem et familiam et quasi viam perdilionis assumendi nisi de vestra benigna gratia sibi provideretur; supplicat igitur humilissime, piissime et devotissime vestre inclite et altissime dominationi sibi de eadem vestra benigna gratia provideri de dando sibi respectum et dilationem quinque annorum de non solvendo debita sua creditoribus suis adeo quod se interim relevare valeat et ipsis creditoribus suis satisfacere possit comittendo hujusmodi negocium judici ordinario regio senescallie Caturcensis et Montisalbani per litteras sibi super hoc necessarias de vestris benignis gratia et auctoritate regia quas dominus noster atribuere dignatus est et ut Deum pro felici statu vestro rogare teneatur.

III

Vers 1457. — « *Mandatum ad tollendum salvagardiam positam* ».

(E, Not. Montricoux, 1, f° 15).

Sinhardus etc. baiulo etc. ceterisque baiulis. servientibus et offic[ialibus] regiis dicte senescallie presentes recepturis, salutem. Cum in quodam molendino Guillelmi etc., in honore loci etc., in rivo etc. et subtus molendinum talem ad requestam Talis, nuper penuncelli regii cum floribus lilii in signum salvagardie regie appositi fuerunt in prejudicium, ut fertur, dicti etc., hinc est quod vobis et vestrum cuilibet qui super hoc fuerit requisitus precipimus et mandamus quatinus visis positis dictos penuncellos regios cum debita reverencia et honore tollatis et amoveatis dictumque molendinum ad statum pristinum et debitum reducatis, nam vobis et vestrum cuilibet tenore presentium concedimus licentiam specialem. Datum Caturci sub sigillo regio dicte senescallie, die iij^a mensis etc., anno etc.

IV

1457. — « *Forma inquantu seu proclamationis* ».

(E, Not. Montricoux, 1, f° 16 v°).

Anno ab incarnatione Domini millesimo CCC^o LVII^o et die t[ali], regnante etc., apud locum de Podioruppis diocesis etc. in presentia mei, etc., personaliter constitutus Ger^{us} T[alis], prece communis dicti loci de Podioruppis, de precepto baiuli dicti loci et ad requestam Talis alta voce sono tube precedente in hunc modum proclamavit seu preconisavit :

« A x s. de tornes es j. hostel pausat en tal loc en tal car-
« riera e confronta se d'una part ab aytal etc. e ven se a
« requesta del procurayre de Moss[en] et per comandamen
« del bayle d'esta vila et per paguar al aytal aytan. Et qui
« may hi volra donar que venha parlar am lod. aytal ho am

« mi, quar hom lo liourara al may offeren. Et aysso es la
« primieyra crida ».

V

Vers 1457. — « *Creatio servientis* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f° 15 v°).

Johannes de Caranagno etc. universis et singulis presentes licteras inspecturis tenore presentium notum facimus et atestamur quod die date presentium, auditis bona fama et laudabili testimonio Johannis de Vita, habitatoris Montispensati, dicte nostre senescalie, eum Johannem de etc. auctoritate nostra presidiali atque regia servientem regium facimus creamus, fecimusque creavimus per presentes recepto per presens juramento super sancta Dei quatuor euvangelia dicto Johanne T[ali] quod ipse erit bonus et fidelis domino nostro Francorum Regi et offic[ialibus] ejusdem ac obedire preceptis et mandatis eorundem tocians quosciens fuerit requisitus et dictum officium bene et fideliter excercet recipiendo celaria moderata prout in dicta senescallia est fieri consuetum et alia faciet que ad officium pertinent, spectant et incumbunt, dan[tes] et conceden[tes] licentiam et auctoritatem eidem Johanni T[ali] ut dicto officio servientis uti et gaudere possit auctoritate nostra presidiali atque regia prout alii offic[iari] et servientes dicte nostre senescallie consueverunt uti, mandantes universis et singulis justic[iariis] et offic[iariis] et aliis nostris subditis ut eidem Johanni etc. tanquam servienti regio dicte nostre senescallie pareant et hobediant, intendant. Datum apud etc. sub sigillo nostro proprio in defectu auctentici dicte nostre senescallie die t[ali], anno t[ali], de mandato domini mei senescalli etc.

VI

Vers 1457. — « *Creatio notarii* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f° 31).

Johannes Alies etc. universis et singulis presentes licteras inspecturis salutem et presentibus dare fid[em]. Ne contrac-

tuum memoria deperiret, tabellionatus officium extitit esse inventum quo contractus legitimi ad cauthelam presentium et evidenciam futurorum manu publica notarentur. Idcirco dilectum nostrum Johannem T[alem] clericum, habitatorem loci de Podioruppis infra metas dicte nostre judicature situati, ad exercendum dictum tabellionatus officium fide dignum (*sic*) testimonio sufficientem et ydoneum repputum notarium publicum in tota nostra judicatura ordinaria ejusque pertinentiis et ressorto facimus, constituimus et creamus per presentes, predicto Johanni T[ali], clerico, omnia et singula faciendi et exercendi que ad dictum tabellionatum et ad boni veri et legitimi notarii officium pertinent facultatem plenariam concedentes. Cujus quidem prothocollis, instrumentis, cartis, lictis, actibus et processibus licitis quibuscumque manu sua propria cessante legitimo impedimento solummodo scribendis, faciendis et in formam publicam redigendis tanquam veris et publicis fidem plenariam volumus adhiberi, juramento prius a predicto Johanne T[ali] cum ipsius bonorum obligatione per nos recepto de bene et fideliter in dicto suo officio se habere, cui committendo concedimus potestatem in hac parte quod suum officium antedictum debite et fideliter exerceat, mandantes omnibus et singulis subditis regiis atque nostris non subditis in jure subsidium requirantibus ut eidem Johanni T[ali] pareant efficaciter et intendant. Datum etc.

VII

Vers 1457. — « *Salvanguardia* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f° 31 v°).

Sinhardus Dulphe, dominus de Orfiaco, miles, senescallus Caturcensis pro domino nostro Francorum Rege, baiulo regio de Caylucio vel suis locatenentibus necnon magistro Gisberto de Manso, notario regio, procuratori regio substituto, salutem. Ad supplicationem G^{mi}. Gast et ejus uxoris asserencium ex certis et verissimilibus conjecturis a pluribus sibi timeri personis, vobis et vestrum cuilibet insolidum prout fueritis requisiti comittimus et mandamus qua-

tinus dictos supplicantes quos una cum eorum familia, rebus, bonis et possessionibus suis universis in et sub protectione nostra speciali ad suorum jurium conservationem duntaxat suscipimus et ponimus per presentes in suis justis possessionibus, usibus, juribus, franchesiis, libertatibus et saysinis in quibus ipsos esse suosque predecessores fuisse pacifice ab antiquo inveneritis, manu teneatis et defendatis debite et conservetis. Et ipsos sic manutentos ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, oppressionibus, vi armorum, potencia laycorum et aliis inquietationibus ac novitatibus indebitis quibuscumque thumini et defendatis aut defendi faciatis non permittentes contra eosdem supplicantes fieri vel inferri aliquas injurias aut indebitas novitates; quas si facta esse vel fuisse in dicte nostre protectionis et dictorum supplicantium prejudicium inveneritis et ad statum pristinum et debitum reducalis aut reduci faciatis indilate nobisque nomine regio et dictis supplicantibus emendam propter hoc prestar[etis] condignam et de personis de quibus assecuramentum habere requisiverint eisdem juxta patrie consuetudinem legitimum prestar[etis], et presentem protectionem nostram in locis et personis ubi et prout expedierit publicari et intimari faciatis, inhibendo seu inhiberi faciendo ex parte regia atque nostra omnibus personis de quibus expedierit et fueritis requisiti sub certis et magnis penis dicto domino nostro Regi applicandis ne dictum supplicansem in personis familiaribus ac bonis suis quibuscumque aliquo modo fore (?) facere presumat. Et pro premissis diligentius exequendis eisdem supplicantibus unum vel plures servientes regios suis sumptibus deputetis si super hoc fueritis requisiti qui tamen de hiis que cause cognitionem exhigunt seu ullatenus intromitant. Datum etc.

VIII

Vers 1457. — « *Littera quando aliquis se nominari facit nobilem, falsum permittendo.* »

(E, Not. Montricoux, 1, f^o 99).

Johannes etc. baiulo T [ali] loci aut ejus locum tenenti, necnon primo servienti aut officiali regio super hoc requirendo

salutem. Procurator regius generalis presentis senescallie Ruthenensis nobis querelando exposuit quod quidam P. T[alis] loci dicte senescallie licet sit rusticus et ruralis laborator et non nobilis se nominaverit et nominat et nominare se facit nobilem, falsum in hoc committendo in dampnum et prejudicium domini nostri Regis et fraudem ejus, ob quod supplicavit nobis ut super hiis sibi providere vellemus ipsumque P. Talem de hiis castigare et punire tanquam falsum committentem. Eapropter actentis premissis volentes tales castigare et punire ne ceteris transeat in exemplum, vobis et cuilibet vestrum precipimus et mandamus quatinus si vobis constiterit de premissis citetis et [pre]hen[datis] prefatum T[alem] ut die tali de qua nos seu curiam nostram certificare non amictatis apud etc. compareat super premissis coram nobis seu nostra presidiali curia dicto procuratori generali responsum juri que perituro factur[us]que alias etc.

IX

Vers 1457. — « *Littera ad citandum visurum declarari commissum.* »

(F, Not. Montricoux, 1, f° 105).

Johannes etc. T[ali] baiulo etc. salutem. Pro parte procuratoris dicti domini fuit nobis querelose expositum quod annus est elapsus quod Johannes T[alis] vendit Petro T[ali], t[alis] loci, quoddam territorium vocatum sic, confrontatum etc., quod territorium tenetur a dicto domino sub prestatione certi census annui una cum vendis, laudimiis et aliis dominiis et aliis juribus pheudalibus cumque domino a quo tenetur nec aliquo laudimio ab eodem domino obtento, ob quod territorium predictum cessidit in comissum et dominium utile fuit consolidatum cum directo; adeo dictus exponens super deliberatione dicti comissi nostrum remedium postulavit opportunum. Igitur actentis premissis, vos in juris subsidium ex parte dicti domini requirimus et ex nostra rogamus quatinus citetis et p[re]hen[sus] adjornetis dictum T[alem] ut die t[ali] apud etc. sufficienter compareat visurus declarationem dicti comissi et auditorus

causasque justas et rationabiles cur fieri non debeat dicturus, aliasque facturus ut juris erit et rationes, cum intimatione fienda nisi tunc venerit et comparuerit ad declarationem dicti commissi et alias in eundem citandum per nos seu curiam nostram procedetur via juris, ipsius contumacia non obstante.

X

Vers 1457. — « *Littera pro yssiguando.* »
(E, Not. Montricoux, 1, f° 110).

Johannes etc. universis etc. salutem. Providus vir T[alis], t[alis] loci, nobis querelose exposuit quod ipse diu est bene sunt tres anni elapsi tradidit ad capitale et ad medium lucrum juxta consuetudines patrie t[alis] tali (*sic*) loci tot animalia et talia sub accapitali tot, que animalia idem T[alis] promissit bene et fideliter nutrire et non vendere sine licentia ipsius T[alis] et dare anno quolibet pro bene tantum et bene et fideliter se habere bonumque legale computum reddere et reliqua prestare eaque yssiguare dum fuerit requisitus; hiis tamen non obstantibus, idem T[alis], licet promiserit et cum juramento, dicta animalia yssigare recusat boatamque solvere dilatat et, quod pejus est, animalia ipsa de die in diem vendit et alienat et sibi apropiat in dampnum et prejudicium dicti T[alis] non modicum et gravamen prout dicit, nostrum remedium postulando opportunum. Igitur actentis premissis vobis et vestrum cuilibet insolidum precipimus et mandamus quatinus dictum T[alem] ad dicta animalia yssiganda et reliqua, si qua sint, prestanda per captionem, venditionem et scelere distractionem bonorum suorum dictorumque animalium stancium bannique inquantus garnisionisque in eisdem appositionem et per alia juris remedia opportuna per que melius fieri poterit viribus compellatis, et in casu oppositionis dictis animalibus sub manu curie nostre remanentibus opponentem predictum assignetis etc. Datum etc.

XI

Vers 1457. — « *Littera ad faciendum reparari tallium* »
(E, Not. Montricoux, 1, f^o 116 v^o).

Pro parte T[alis] nobis fuit querelose expositum quod consules dicti loci ipsum in expen[sis] in talliis per eos ultimo in dicto loco indictis et incoactis excessive talliaverint et quotas excessivas et inordinatas eis tradiderint non habentes respectum ad solidum et libram et ad facultatem honorum suorum, ut fieri debet, cumque exponens predictus ipsos consules pluries requisiverit ut ipsum juste et debite reparare haberent habendo respectum ad premissa, ipsi vero recusaverunt hoc facere et adhuc recusant indebite tamen et injuste et in dicti exponentis maximum dampnum etc. Igitur vobis etc. quatinus precipiatis et injungatis dictis consulibus ex parte Regia etc. ut dictum exponentem juste et debite recipere habeant habendo aspectum ad premissa et ad facultatem honorum suorum seu vos in eorum defectu premissa fieri faciatis per probos viros in talibus expertos neutri parti suspectos vel per dictas partes pari concensu seu vos in eorum defectu seu repulsa eligendos a quibus juramentum recipiatis de bene et fideliter in dicta reparatione se habendo dolo et fraude cessantibus vel omni favore et rancore ipsosque probos ad reparationem faciendam si renuentes fuerint preture viribus compellatis inhibendo interim ex parte etc. dictis consulibus etc. et ceteris etc. et sub pena t[ali] etc. ne contra dictum exponentem et ejus bona aliquam executionem faciant, ne fieri permittant donec dicta reparatio fuerit facta quia fieri volumus infra X dies post harum executionem computandos, et in casu oppositionis etc. Datum etc.

XII

Vers 1457. — « *Littera ad faciendum reingrossari instrumentum* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f^o 121).

Pro parte T[alis] heredis et subcedentis in bonis et here-

ditate T[alis] defuncti ejus patris nobis fuit expositum quod defunctus magister T[alis] notarius, dum in humanis vivebat, in notam sumpsit anno et die t[ali] quoddam obligationis instrumentum factum pro T[ali] dicto quondam ejus patri (*sic*) de t[ali] summa, cujus notarii vos libros, notas et prothocolla, collatione de eisdem vobis facta seu alias, penes vos habere dicatur, cumque dictum instrumentum alias per dictum quondam notarium fuit grossatum et dicto suo quondam patri traditum et per nos casu fortune ommissum et de presenti pro ejus juris conservatione plurimum indigeat, ad eo super ipsius reingrossatione nostrum remedium postulerit opportunum. Igitur attentis premissis vobis mandamus committendo si sit opus quatinus vocatis evocandis coram vobis instrumentum predictum obligationis, sicut prefertur, alias ingrossatum et in formam publicam reddactum signoque vestro publico signatum dictis heredibus tradatis et deliberetis satisfacto vobis de salario moderato, quoniam dicto instrumento per vos reingrossato tantam et talem fidem adhiberi volumus ac si per dictum quondam notarium fuisset ingrossatum et in formam publicam reddactum, premissa tamen faciatis habito prius juramento a dicto exponente quod instrumentum predictum reingrossare non petit causa malicie, sed tantum modo pro juris sui conservatione.

XIII

Vers 1457. — « *Lictera ad tradendum feudum de manu mortua* ».

(E, Not. Montricoux, I, f° 122).

Julianus, etc. Pro parte T[alis] nobilis t[alis] loci nobis querelose fuit expositum quod, licet de jure juxta instructiones Regias nullus debeat transportare seu ponere aliqua pheuda seu possessiones in personis seu manibus mortuis, secum vero facientes seu illi (?) cum dicta feuda seu possessiones translata sunt extrahere debeant et teneantur a dictis manibus mortuis infra annum et diem, nichilominus enim quidam dominus Robertus T[alis] rector t[alis] loci qui annus est clausus ab hoc seculo migravit quoddam penus in

suo ultimo testamento legavit ecclesie parochiali tali T[alis] loci, situm etc.. confrontatum etc. Quod penus tenetur a dicto nobili exponente in emphiteosim et sub prestatione census annui unius punh[erade] etc. cum vendis etc. indebite enim et in magnum dampnum et prejudicium ipsius nobilis exponentis. Cumque dictus exponens pluries requisiverit dictum T[alem], rectorem dicte ecclesie, ad causam ipsius penoris detentoris quatinus dictum penus a dicta manu mortua extraheret et in manibus vivis et sufficientibus poneret, nichilominus idem T[alis] hoc facere recusavit et adhuc recusat contra seriem et tenorem dictarum instructionum Regiarum, et ob hoc super hiis dictus exponens nostrum remedium postulavit opportunum. Igitur actentis premissis vobis et vestrum cuilibet in solidum precipimus et mandamus quatinus precipiatis et injungatis ex parte dicti domini atque nostra dicto domino T[ali] et aliis quibus fuerit precipiendum ut peno predictum a dicta manu mortua extrahere habeat et in manu sufficienti ponere ad utilitatem dicti exponentis infra XV^{die} dies post harum executionem computandos intimando eidem quod nisi infra terminum predictum premissa fecerit et mandatis nostris obediens fuerit, dictum penus ad venale et ad inquantum publicum ponetur et ultimo offerenti in eodem et in manu sufficienti liberabitur et alias in premissis procedetur juxta instructiones predictas prout juris erit et rationis, ipsius inhobedientia seu desidia in aliquo non obstantibus. Si vero idem T[alis] aut alii ad premissa fuerint opposcentes eisdem assignetis etc. Causas etc. Datum, etc.

XIV

Vers 1457. — « *Forma lictere institutionis consulum* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f° 124 v°).

Ar. T[alis], bajulus regius T[alis] loci anni presentis, et nos T[alis], condominus dicti loci, notum facimus quod, cum T[alis] et T[alis] fuissent instituti, ordinati et dati in consules anni proximi preteriti ac dictum eorum officium consulatus bene et fideliter excercuerint et compleverint, et hoc anno finito in festo nativitatis Domini novissimo preterito, hinc

est quod cum dicti consules finito dicto eorum consulatus officio in eodem festo, ut est moris, elegerint et nominaverint in consules pro anno presenti supradicto ad regendum et gubernandum bona, jura et res universitatis loci T[alis], videlicet T[alem] et T[alem] dicti loci, nos igitur bajulus T[alis] nomine Regio predicto et nos T[alis] pro nobis et condominis dicti loci, actentis quod nobis constat dictum T[alem] et T[alem] esse sufficientes et ydoneos ad regendum et gubernandum bona Regis et jura dicte universitatis et loci predicti, itaque actentis omnibus predictis dictos consules ad regendum et exercendum dictum consulatus officium cum ejus circumstan[tibus] deppendentibus et emergentibus et connexis amissimus (*sic*) et tenore presentium admictimus, recepto prius per nos bajulum predictum Regio nomine et Ber^{at} T[alis] condomini dicti loci fidelitatis juramento prestari solito etc.

XV

Vers 1437. — « *Licencia tenendi scolae* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f^o 125).

Johannes T[alis] etc. dilecto nobis in Christo T[ali] clerico diocesis etc. salutem in Domino sempiternam. Quia de tuis vita, scientia et moribus nobis laudabile testimonium perhibetur et ad docendum pueros et regendum [scolas] T[alis] loci nostre diocesis sufficien[tem] repputan[tes], regimen scole illius loci et pertinencium ejusdem in facultatibus grammaticalibus et logicalibus de quibus fueris requisit[us] licite tamen et honeste a jure permissum nisi primo alteri per nos aut dictum nomine T[alem] date fuerint vel concesse, auctoritate nobis in hac parte comissa per dictum dominum nomine T[alem] a die date presentium computando usque ad duos annos continuos et completos tibi concedimus et donamus licentiam et auctoritatem, ita tamen quod per te regas et non per alium substitutum inhibentes sub pena excommunicationis ne aliquis de toto tempore presumat in dicto concessio regimine aliquo modo turbare seu etiam impedire. In quorum fidem, etc.

XVI

Vers 1457. — « *Lictera Regis merceriorum* ».

(E, Not. Montricoux, 1, f^o 125).

Nos Jo[hannes], T[alis], t[alis] loci, locumtenens providi viri T[alis], Regis merceriorum per sacram Regiam magestatem constituti, serie presentium notum facimus universis hujusmodi licteras inspecturis P. T[alem], t[alis] loci cupientem ascribi nostre milicie dignitati, habito prius ab ipso corporali ad sancta Dei euangelia juramento, in nostris manibus prestito coram venerabili viro domino P. T[ali], iudice curie Regie t[alis] loci de servando constitutiones, jura et privilegia nobis et nostris subdielis concessa ut est in talibus fieri consuetum militem decernimus et etiam ordinamus, volentes et concensientes exinde dictum P. T[alem] frui et gaudere privilegiis, immunitatibus quibus nos et ceteri milites potiuntur et gaudent et gaudere soliti sunt et potiri, injungentes equidem ei P. T[ali] ut exinde aliis militibus pareat, obediat efficaciter et intendat in hiis que dignitati milicie pertinent et spectant, supplicantes ulterius et requirentes omnibus Regibus merceriorum quatinus dictum nostrum militem uti et gaudere permittant suo misterio et privilegio ac eidem prestant auxilium, consilium (1) et favorem sicut nos vellent suis militibus prestituros. Datum etc. ubi forum publicum seu nundine (2) tenebantur seu celebrabantur anno t[ali] presentibus etc. Sic fuit concessum per dictum locum tenentem.

XVII

Vers 1457. — « *Lictera debitor[is]* ».

(E, not. Montricoux, 1, f^o 135).

Johannes Laboria etc., iudex etc., baiulo vel eorum locatenenti. Querimoniam nobilium virorum T[alis] et T[alis] fratrum t[alis] loci nobis expositam suscepimus continentem quod cum ipsi habeant plures vassallos, pheudatarios pencionarios, emphiteotas ac tenen [ciarios] et alias personas in dictis locis et nostris iudicaturis commorantes tam nobiles

(1) *Consulium* ms.

(2) *Undine* ms.

et tam in pheudum personale quam reale eisdemque conquerentibus solvere annis singulis annuos census, redditus in bladis, vinis, denariis rebusque aliis, usance penciones, quartos, quintos, tasquas et alia servicia et deveria que et quas eisdem conquerentibus dare et solvere consueverint, debeant et teneantur; nichilominusque nonnulli ex ipsis vassallis, pheudatariis, emphiteotis et tenentiariis denominationes et recognitiones facere de hiis que tenentur (1) ab ipsis conquerentibus in mutatione domini et vasalli ac census hujusmodi annuos, redditus, usatica, penciones, quartus, quintus, tasquas, servicia et alia jura sive deveria ad que sunt obligati et tenentur eisdem conquerentibus solvere et satisfacere plus debito per annos plures et lapsos distulerunt, cessaverunt et recusaverunt, differuntque et cessant et adhuc recusant et, quod deterius est, aliqui ex ipsis eorum audacia et malicia presumpserunt aut alias indebite ipsa pheuda, res emphiteotarias ac tenen[cias] que ab eisdem conquerentibus tenentur, moventur seu aliqua eorundem de facto absque laudiniorem receptione et jurium vendarum et investitionum (2) solutionis corporalem possessionem adhepti fuerunt et adhipiscuntur in maximum dampnum et prejudicium ipsorum conquerentium, super quibus nostrum remedium sibi impartiri postulaverunt opportunum. Igitur nos eorum supplicationi inclinati, vobis et vestrum cuilibet qui super hoc fueritis requisiti precipimus et mandamus districte quatinus, si de premissis vobis summarie constiterit ad sufficien[tiam], omnes quoscumque eorum conquerentium vassallos, emphiteotas et pheudatarios ad denominandum et recognoscendum medio eorum juramento pheuda et res emphiteoticarias et tam nobiles quam rurales que et quas ab ipsis exponentibus tenentur et moventur tam in pheudum franchum quam ruralem necnon sibi ad solvendum et paccandum census et redditus annuos, usatica, laudimia, quartos, quintos, tasquas, penciones annuas et alia jura, deveria una cum arreyrargiis si que propter hoc debeantur eisdem conquerentibus seu eorum procuratori aut aliis ab ipsis

(1) *Tenentur* ms.

(2) *Investitionem* ms.

deputatis per captionem rerum predictarum emphiteoticarum et fructuum in eisdem excrescentium eorumque aliorum bonorum suorum vendicionemque, eorum distractionem penarumque et multarum (?) impositionem et per alia juris remedia opportuna viriliter et rigide compellatis. Et in casu oppositionis etc. manu tamen curie interim saysita reman[ente] et de hiis que in premissis egeritis nos seu dictam nostram curiam certificetis. Datum etc.

XVIII

Vers 1457. — « *Comissio ad reparandum itinera publica* ».
(E, Not. Montricoux, 1, f° 135 v°).

Ludovicus etc. etc. provido viro T[ali] exequutori regio Figiaci salutem. Pro parte procuratoris regii dicte ville et vicarie et non nullorum aliorum tam mercatorum quam aliorum per dictam vicariam exercendo opera sua de die in diem gradiencium nobis fuit conquerendo significatum quod in pluribus et diversis partibus et locis predicte vicarie in carreria publica sic et taliter sunt clausa, ostensa, herma et impedita quod nullus potest saltim pro majori parte per illa transire et ob culpam et necligentiam eorum qui habent et possident possessiones juxta dicta itinera et habit[at]ores locorum juxta quia dicta itinera minime mundare et curare seu reparare curant, sed potius illa impediunt et obscurant nec etiam domini plurimorum locorum ejusdem vicarie qui premissa, tantum quantum durat eorum jurisdiclio, hoc fieri facere deberent per dictos suos homines minime hoc facere curant, quin ymo pretermittunt et, quod deterius sit, non nulli infra dictam vicariam constituti qui non contenti suis propriis terris et possessionibus, sed jus et solum regium et rem publicam occupare volentes et satagentes et sibi ipsis appropriare clam, furtive et de facto certa itinera freguerunt, araverunt et penitus dissipaverunt et oboluerunt, in grande prejudicium et lesionem dicti juris Regii totius rey publice plurimorumque, malum exemplum quod cederet et cedere posset in deterius si super hiis non provideretur de remedio condecienti et premissa remanerent sic

impunita et sine correctione. Igitur postulato a nobis per dictum procuratorem pro bono et jure Regiis ac locius rey publice et non nullos super hiis provideri ex nostro officio prout tenemur de remedio condecienti vobis de cujus fidelitate, legalitate, probitate et industria plene confidimus quia circa hec aliis pluribus et arduis negociis tam Regiis quam nostris assidue occupati vacare non possimus neque intendere committendo mand[amus] ex parte Regia atque nostra virtute et auctoritate dicti officii quatinus per loca et itinera predicta vos trasferatis et, ubi dicta itinera sic clausa, obscurata, herma et dirruta inveneritis, illa aperiri et reparari faciatis, omnes quoscumque ad hoc videbitur compellendos viriliter compellendo per penarum impositionem bonorum eorundemque captionem aut vos in eorum recusatione et negligencia seu defectu eorum sumptibus aperiri et reparari faciatis et nichilominus citetis et adjornetis omnes illos quos per debitam apriam seu informationes inveneritis dicta itinera fregisse et arasse ad unam certam et competentem diem apud Figiacum coram nobis ad requestam procuratoris Regii personaliter aut alias juxta casus exigentes comparituros adjornetis seu adjornari faciatis eidem procuratori ad fines quos contra ipsos proponere et eligere volueritis responsuros et alias facturos ut fuerit rationis. Datum etc.

NIX

Vers 1457. — « *Forma littere institutionis consulum* ».
(Not. Montricoux, 1, f^o 155 v^o).

Nicasius Tasqueti in legibus licenciatus, judex major et locumtenens generalis magnifici et potentis viri domini Johannis de Caramagno, militis, domini de Nigrapellicia et baronie de Leunaco, cambellani et consilarii domini nostri Francorum Regis ejusque senescalli Caturcensis, universis et singulis presentes litteras inspecturis salutem et presentibus fidem indubiam adhibere. Notum facimus et tenore presentium atestamur quod comparentibus coram nobis in domo nostra habitationis Galhardo Desquinas pro se et Bertrando de Ecclesia ejus consorte consulibus anni

proxime preteriti loci de Montefermerio dicte nostre senescallie, quiquidem locus domino nostro Regi quo ad jurisdictionem sibi in solidum pertinet et expectat et dicentibus quod in festo beati Johannis Babliste proxime preterito, in quo festo mutatur consulatus dicti loci, ipsi Desquinas et de Ecclesia elegerunt pro consulibus et administratoribus rey publice anni proxime venientis, ut moris est, Johannem de Gardia et Petrum Marvides, laboratores et habitatores ejusdem loci quos dictus Galhardus Desquinas pro se et dicto de Ecclesia ejus consorte nobis presentavit et electionem predictam notificavit requirendo et supplicando ipsos electos ad dictum consulatus regimen admitti tanquam probos, idoneos et sufficientes ad premissa. Nos igitur intellecta bona fama et laudabili testimonio dictorum Johannis de Gardia et Petri Marvides consulum de novo pro anno sequenti electorum tanquam bene merito, ipsis coram nobis et in nostra presencia existentibus ad dictum consulatus et administrationis rey publice regimen dicti loci et ejus honoris per tempus supradictum videlicet de festo nativitalis beati Johannis Baptiste proximi preterito hinc ad aliud festum beati Johannis Batiste immediate sequentis anno revoluto et completo admisimus et admittimus per presentes recepto prius ab eisdem T[ali] et T[ali] supradictis consulibus noviter electis et institutis et eorum quolibet corporali juramento ad et supra sancta quatuor Dei Euvangelia singulis eorum manibus gratis tacta prestito quod boni, veri et fideles subditi erunt domino nostro Regi et ejus officariis juraque et deveria ejusdem servabunt et pro posse custodient beneque et debite dictum consulatus officium excercebunt, utilia procurabunt, et in utilia communitatis, universitatis et rey publice enictabunt justiciamque tam pauperi quam diviti in hiis que ad officium suum tangunt et juxta tenorem privilegiorum et consuetudinum dicti loci facient et ministrabunt parentela seu affinitate quibuscumque pospositis et in fine eorum regiminis et administrationis de gestis et administratione bonum et legale compotum reddent et reliqua prestabunt quibus pertinebit et alia facient et procurabunt diligenter que per bonos et veros consules et rey publice administratores sunt fieri consueta.

In quorum fidem et testimonium presentes litteras per notarium publicum infrascriptum fieri et subscribi fecimus et sigillo auctentico dicte senescallie fieri jussimus. Actum et datum, etc.

XX

Vers 1437. — « *Forma littere in casu appelli pro quadam femina, quando est accusata fore sortilegua* ».

(Not. Montricoux, 1, f^o 162 v^o).

P. de R^{do}, miles de Folo^{te}, magister hospicii, consiliarius et cam[bella]nus domini nostri Francorum Regis ejusque senescallus Caturcensis, universis et singulis justiciariis et offic[ia]riis in dicta nostra senescallia constitutis vel eorum locatenentibus necnon cuicumque servienti Regio primo super hoc requirendo salutem. Cum pro parte Johanne de Huc, relicte Johannis Oliverii quondam habitatoris loci de Montericoso dicte nostre senescallie, ad nos et curiam nostram provocatum et appell[at]um extiterit adversus et contra procuratorem et promotorem dicti loci de Montericoso, baiulum et consules dicti loci ad nos et curiam nostram provocatum et appellatum extiterit prout supra ex eo videlicet et pro eo, licet ipsa Johanna sit bona, honesta et casta mulier tenueritque vitam castam, honestam et conjugalem cum dicto quondam ejus viro ante contractum matrimonium, durante eodem matrimonio et post ejus decessum tenueritque etiam vitam catholicam et cessaverit facere et adhorare deos alienos, ministrare pocxiones, interficere seu intoxicare aliquem et comittere excessus, delicta, lenoniha, omicidia, adulterium et alia crimina, propter quod debeat capi, incarcerari personaliter conveniri aut alias vexari, molestari, inquietari, premisis tamen non obstantibus, dicti procurator, baiulus, et consules ad simplicem, frivolam et iniquam denunciationem Hugonis Laportaria et non nullorum aliorum, nisi fuerunt, nitunturque et satagunt ipsam capere seu capi et incarcerare ac in compedibus ligneis et ferreis intrudere ibidemque detinere pretendentes contra rey veritalem ipsam esse pocxonatricem et delinxisse et personaliter convenire, adjornare et alias diversis modis vexare, inquietare in processibus et expensis involvere ut ab eadem extorquere valeant aliquam

peccunie summam et alias causa ipsam vexandi ut fatigata cum ipsis componere valeat, inpremissis et circa premissa ipsam gravando, ledendo et opprimendo et suam bonam famam denigrando minimis precedentibus informationibus saltim legitimis et, si que sint, ille facte fuere cum testibus emulis, malivolis et inimicis suis capitalibus et non inquisito de innocentia sicuti de...

XXI

1501, 26 août. — « *Creatio in tabellionem domini
G. de Prato* ».

(Arch. de Taru-et-Garonne, E, Not. Saint-Antonin, 24, f° 89 r°).

Anno Domini millesimo quingentesimo primo et die xxvj^{ta} mensis augusti, discretus vir magister Stephanus Journet, in legibus hacc [alarius] juxta sibi potestatem attributam mediantibus literis apostolicis a Coronato de Planca michi originaliter ostensis, exacto juramento, etc., creavit in notarium et tabellionem publicum magistrum Guilhelmum de Prato judicem, filium Hugonis de Prato quondam, loci de Fenayrolis diocesis et senescallie Ruthenensis, in presentia domini Bernardi de Curte et Rogerii Mormendi notarii.
